

Les subsides

dans le cadre du programme PAREL. A la suite de cette grande initiative conservatrice, seulement 21 candidats sont admissibles. Quelque 75 p. 100 des postulants qui avaient été acceptés ont été rayés des listes d'admissibilité. L'histoire s'est répétée dans tous les quartiers de la ville. 70 p. 100 des demandes ont été retirées depuis l'annonce du nouveau programme. Le plafond de revenu de \$13,000 n'est pas assez élevé pour que les familles habitant le centre et les quartiers avoisinants puissent avoir droit à ce programme. Naturellement, les propriétaires de propriétés de rapport ont reçu une augmentation substantielle. Le gouvernement refuse désormais d'aider les familles à revenu modeste. Il s'ensuivra dans ce quartier en particulier que les propriétaires ne pourront plus entretenir leurs maisons pour les empêcher de se dégrader; tout cela, parce que l'on a fixé des plafonds de revenu. Le gouvernement prend des décisions qui ne lui permettent plus d'assumer ses responsabilités en matière d'amélioration et de rénovation des quartiers urbains. C'est une trahison de ces quartiers et de ces villes.

Nous avons le même genre de programme concernant le logement des Indiens hors des réserves. Mon collègue de Cochrane—Supérieur (M. Penner) le sait très bien en sa qualité de porte-parole sur les affaires indiennes. Le chef de la Fédération des Métis du Manitoba, Ed Swain, a dit la même chose. Quelques jours après l'annonce du nouveau programme, après avoir analysé les chiffres, il a déclaré que ce programme ne permet plus à la Fédération de poursuivre son programme de logement hors des réserves. Encore une fois, les exigences en ce qui concerne le revenu sont telles que les familles dont les besoins sont les plus criants ne sont pas admissibles tandis que celles qui s'en prévalaient ont un revenu qui dépasse maintenant le plafond.

À quoi bon avoir un programme qui ne marche pas? Nous savons ce qui fait problème. Le gouvernement ne veut absolument pas que le programme marche. Il se soucie davantage d'économiser de l'argent et de comprimer le budget de la SCHL. Il veut réduire les dépenses consacrées au logement social. Il s'agit d'une formule soigneusement élaborée pour faire en sorte que les programmes de logement social ne marchent pas. C'est ainsi que le gouvernement peut abandonner petit à petit sa responsabilité et ses engagements de répondre aux besoins de logement des Canadiens. Tel est le véritable message qui se cache derrière ce meilleur des mondes que propose le gouvernement.

Nous avons certes constaté au cours des deux dernières années le singulier complexe idéologique que le gouvernement nourrit à l'égard des mesures et programmes constructifs qu'il peut offrir aux gens pour qu'ils s'aident eux-mêmes. Pourquoi a-t-il concentré son action uniquement sur les dépenses du programme de logement social? Les membres du gouvernement ont-ils parlé de tous les encouragements donnés aux promoteurs? Les a-t-on vu réduire les principaux programmes de dépenses fiscales? Oh non, ils se sont concentrés exclusivement sur les programmes de logement social. Non seulement réduisent-ils les montants, mais en appliquant des formules irréalistes ou restrictives, ils ont rendu inadmissibles ceux-là même qui se prévalaient des programmes. Voilà pourquoi nous avons présenté cette résolution. Nous voulons attirer l'attention des

députés ministériels et du grand public sur le fait que ce programme est factice. Il n'a pas été pensé pour venir en aide à ceux qui sont dans le besoin puisque la définition des besoins est si restrictive qu'elle exclut tout le monde.

Pour revenir aux conditions du PAREL, mentionnons qu'une activité utile et capitale menée dans une de nos grandes villes a pratiquement été amenée au point mort. J'espère que le gouvernement mettra un frein aux efforts qu'il déploie contre les droits compensateurs imposés par les États-Unis, car s'il est aussi efficace dans ce secteur d'intérêt public qu'il l'est lorsqu'il s'agit de mettre un terme à d'utiles projets de logement, nous nous en tirerons mieux sans lui. En fait, qu'il s'agisse du maire de Winnipeg, du directeur du programme de remise en état des logements ou du ministre provincial du logement, la conclusion est la même: le gouvernement a torpillé le programme. Il a commis une injustice à l'endroit du quartier touché de Winnipeg. En bout de ligne, nous verrons d'ici quelques années que les louables efforts pour mettre fin à la dégradation et à la détérioration urbaines auront été déployés en vain. Les coûts sociaux seront énormes. L'activité du secteur du logement ne contribuait pas seulement au renouvellement physique de notre ville, mais également à son renouvellement humain et affectif. La population commençait à se sentir fière de son milieu parce qu'elle pouvait agir pour le transformer. Les gens pouvaient obtenir des subventions du PAREL pour remettre leurs maisons en état. Ils savaient qu'ils accomplissaient une tâche utile, non seulement pour eux-mêmes, mais également pour leurs voisins. Pourtant, le gouvernement conservateur qui nous parle des initiatives du secteur privé retire à la population la possibilité de prendre des initiatives.

Lorsque, dans cinq ans, nous nous assoierons pour faire nos comptes, nous constaterons qu'il en aura coûté beaucoup plus cher pour mettre fin au programme que ce qu'il en aurait coûté pour le maintenir. Beaucoup de quartiers ne seront plus en mesure de poursuivre la renaissance à laquelle nous assistons. Les logements vont se détériorer de plus en plus et les réparations vont nous coûter beaucoup plus cher. Voilà ce qui va arriver. Comment quelqu'un de sensé pourrait-il en conclure que c'est là un bon programme social? Est-ce vraiment une bonne politique que d'aggraver un problème qui se pose déjà? On finit simplement par y apporter une solution inéquitable et plus coûteuse. Cela n'a tout bonnement pas de sens.

● (1510)

Le but du présent débat est d'essayer d'amener le gouvernement à modifier son attitude à l'égard du logement subventionné et du programme PAREL. Cela ne coûtera pas tellement plus cher. Peut-être deux ou trois millions de dollars de plus au cours des trois ou quatre prochaines années. C'est tout. Cela permettrait de rénover des milliers de logements, au lieu de ne rien faire avec ces programmes.

Nous sommes ici pour en appeler au bon sens du gouvernement, pour l'empêcher de mettre fin à quelque chose qui réussissait bien. Pourquoi s'en prendre à quelque chose d'important pour les localités et les citoyens de notre pays? Pourquoi y mettre fin? Pourquoi supprimer cela? Les gens n'arrivent pas à comprendre, quel que soit leur bagage politique.